Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz

Band: 16 (2001)

Heft: 5

Artikel: Le droit d'auteur et les bibliothèques

Autor: Bühler, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-769188

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

gebäudes an der Hallwylstrasse zurückgestellt wurde, ist das Marketing für die Dienstleistungen des Recherchedienstes. Einerseits soll das Marketing potentielle neue BenutzerInnen ansprechen sowie die BenutzerInnen, die in der Bibliothek arbeiten, und diejenigen, die das Angebot der SLB via Internet nutzen, auf den Recherchedienst aufmerksam machen. Andererseits soll sich das Marketing auch intern an die Mitarbeitenden der SLB richten, damit diese über das Angebot des Recherchedienstes unterrichtet sind.
Es besteht im Weiteren die Möglichkeit, dass der Recherchedienst neben der heute praktizierten Recherche auf Anfrage neue aktive und passive Dienstleistungen anbietet. So ist die Idee vorhanden, individuellere Informationsvermittlung bereitzustellen, beispielsweise eine Art begleitetes Recherchieren für BibliotheksbenutzerInnen oder individuell abgestimmte Angebote für interessierte Bundesstellen.
Das Onlineangebot an aktiver Informationsvermittlung kann ebenfalls ausgebaut werden. Der Recherchedienst kann zum Beispiel periodisch wechselnde Literaturlisten zu aktuellen Schweizer Themen, ergänzt durch eine Linkliste, auf der Homepage der SLB publizieren. Die Digitalisierung von Teilbeständen der SLB, die auf diese Weise zur Benutzung im Internet zur Verfügung stehen würden, würde sicher das Interesse der BenutzerInnen finden. Ein solches Projekt übersteigt jedoch die eigenen Möglichkeiten des Recherchedienstes.
Ideen für die Zukunft des Recherchedienstes der SLB sind viele vorhanden – mehr als in diesem kurzen Abriss dargestellt werden konnten. Sie harren nun der Umsetzung.

LE DROIT D'AUTEUR ET LES BIBLIOTHÈQUES

par Jacques Bühler, docteur en droit, Tribunal Fédéral Suisse – Lausanne

Le droit d'auteur protège les créations de l'esprit humain, notamment les œuvres littéraires qui garnissent les rayons des bibliothèques. Le but de la présente contribution est de vous décrire la variété des circonstances dans lesquelles les bibliothèques sont tenues de verser des redevances fondées sur le droit d'auteur et de vous informer sur les révisions qui sont actuellement en cours.

Les bibliothèques versent des redevances...

Les bibliothèques sont tenues de verser des redevances fondées sur le droit d'auteur en vertu de divers tarifs, selon le mode de fonctionnement et la nature de la bibliothèque concernée. Ces tarifs sont le résultat de négociations entre les sociétés de gestion et les associations représentatives des utilisateurs. Ainsi par exemple ProLitteris, en sa qualité de société de gestion, négocie les tarifs en matière de photocopies d'œuvres littéraires avec la Fédération des utilisateurs de droits d'auteur et voisins (DUN). L'Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses (BBS) est représentée au comité du DUN et participe directement aux principales négociations touchant les bibliothèques. Ci-après nous vous proposons un survol des principaux tarifs qui touchent les bibliothèques. Vous trouverez une description détaillée de ces tarifs dans le numéro 7-8/2000 d'ARBIDO sous la plume de M. Christmuth Martin Flück qui a représenté la BBS au sein du comité du DUN jusqu'à la fin de l'année dernière.

Tarif commun 6: Location d'exemplaires d'œuvres dans les bibliothèques. Ce tarif permet la perception de redevances lorsque des livres ou des supports sonores et audiovisuels, protégés par le droit d'auteur, sont mis en location.

Tarif commun 8: Reprographie. Il est subdivisé en plusieurs tarifs partiels. Le tarif 8 I concerne les bibliothèques des administrations publiques communales, cantonales ou fédérales qui versent des redevances forfaitaires. Le tarif 8 II (reprographie dans les bibliothèques) concerne les bibliothèques indépendantes qui n'appartiennent ni à une administration, ni à un établissement scolaire ou universitaire, ni à une entreprise. Celles-ci sont alors tenues de verser une partie des sommes qu'elles encaissent pour les photocopies effectuées sur leurs appareils. Le tarif 8 III régit le versement de redevances pour la reprographie dans les écoles. Le montant de la redevance est fixé en fonction du nombre d'élèves ou d'étudiants (redevance par tête) et comprend les photocopies effectuées dans les bibliothèques des établissements scolaires ou universitaires. Les tarifs 8 IV, V et VI concernent les copyshops et les bibliothèques d'entreprises. Tous ces tarifs partiels 8 échoient à la fin 2001 et font actuellement l'objet de négociations avec ProLitteris. Les principales divergences résident dans le prix de la page photocopiée que ProLitteris voudrait maintenir à 3,5 centimes et qui, du point de vue des utilisateurs, devrait être baissé à 2,8 centimes et sur le tarif applicable aux revues de presse.
Tarif commun 9: Ce tarif qui concerne les redevances sur les ordinateurs est en cours d'élaboration. Actuellement des données statistiques sont rassemblées afin de définir les bases de calcul de ce tarif.

...mais les bibliothèques ne doivent pas payer de TVA

L'administration fédérale des contributions a publié dans la brochure n° 22 consacrée à la culture ses directives concernant le paiement de la TVA. Selon le chiffre 10.1 (Sociétés de perception) il est notamment prévu que «leurs prestations pour la diffusion des œuvres culturelles, notamment l'encaissement des droits d'auteur, sont exclus du champ de l'impôt». Cette brochure valable à partir du 1er janvier 2001 confirme la pratique antérieure préconisée par la BBS à propos du paiement de la TVA.

Un groupe de travail BBS en matière de droit d'auteur

Le comité de la BBS a décidé le 4 décembre 2000 de mettre sur pied un groupe de travail en matière de droit d'auteur. Le mandat de ce groupe de travail est, notamment, de suivre l'évolution de la situation en matière de droit d'auteur, de conseiller le comité BBS sur les mesures à prendre en fonction de la situation, de participer aux négociations avec les sociétés de gestion, d'informer les membres en matière de droit d'auteur. Le groupe de travail est composé des personnes suivantes: Rainer Diederichs (Zentralbibliothek Zurich), Jarmila Looks (Institut suisse de droit comparé – Lausanne), Christian Relly (Pestalozzi-Bibliothek Zurich), Jean-Marc Rod (Bibliothèque Nationale Suisse Berne), Martin Vonplon (Zentral- und Hochschulbibliothek Lucerne) et Jacques Bühler (Tribunal Fédéral Suisse Lausanne); ce dernier représente la BBS au sein du DUN et coordonne les activités du groupe de travail.

Vers une révision partielle de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins

L'automne dernier, l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI) a mis en

consultation informelle auprès des milieux intéressés un avant-projet de révision partielle de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). Cet avant-projet a été critiqué dans la majorité des prises de position. L'IPI envisage dès lors de poursuivre les travaux en groupes de travail. La BBS a obtenu de pouvoir participer aux groupes de travail qui traitent des sujets touchant les bibliothèques.
On observe donc que le droit d'auteur est en constante et profonde mutation. De son côté, la BBS suit de près les modifications en cours et s'efforce d'influencer les discussions et négociations dans l'intérêt de l'ensemble de ses membres.

GEDRUCKTES KULTURERBE IM LEIHVERKEHR

Die *Arbeitsgruppe Alte Drucke* des BBS beschäftigte sich an ihrem Arbeitsgespräch 2000 mit Problemen der Ausleihe von historischen Buchbeständen. Die dort erarbeiteten Grundsätze mündeten in die Empfehlung «*Gedrucktes Kulturerbe im Leihverkehr*», welche von der Jahresversammlung der Arbeitsgruppe am 30. Oktober 2000 in Genf gutgeheissen und zur Veröffentlichung freigegeben wurde.

Die Ausleihe von gedrucktem Kulturerbe wird in Schweizer Bibliotheken und Sammlungen uneinheitlich und meist auch unkoordiniert gehandhabt. Darin liegt an sich ein Risikopotenzial, welches durch den rasch zunehmenden Einbezug von historischen Buchbeständen in global zugängliche elektronische Kataloge dramatisch verstärkt wird. Der Nutzungsdruck steigt dadurch allgemein, aber er steigt überproportional zu Lasten jener Sammlungen, welche keine oder unzureichende Massnahmen zum Schutz ihrer historischen Buchbestände kennen. Hinzu kommen neue Erscheinungen wie die Buchauktionen im World Wide Web oder die Entwicklung weg von der traditionellen Fernleihe hin zur direkten Fernbestellung über die Informatiksysteme, wie sie die Kommission für Universitätsbibliotheken (KUB) wünscht. Ausführliche Informationen zu diesem Problemkreis finden Sie auf unserer Homepage (*www.zhbluzern.ch/agaltedrucke*).

Die Empfehlung macht drei zentrale Aussagen:

1. Jede Bibliothek legt für MitarbeiterInnen und BenutzerInnen klar erkennbar fest, welche ihrer Bestände sie als gedrucktes Kulturerbe betrachtet und behandelt. § 1 der Empfehlung umschreibt den Begriff «gedrucktes Kulturerbe». Es ist jedoch die Aufgabe der Bibliothek, vor dem Hintergrund ihres Auftrags den genauen Inhalt und Umfang ihres «gedruckten Kulturerbes» zu bestimmen.
2. Jede Bibliothek überträgt die Verantwortung für diese Bestände, zusammen mit den nötigen Kompetenzen, an eine oder mehrere Fachpersonen.
3. Die als gedrucktes Kulturerbe deklarierten Bestände sind grundsätzlich nur in der besitzenden Bibliothek selbst benutzbar.

Mit der Empfehlung «*Gedrucktes Kulturerbe im Leihverkehr*» stellt sich die *Arbeitsgruppe Alte Drucke* des BBS erstmals der bibliothekarischen Öffentlichkeit vor. Wir verstehen uns primär als Forum des Informations- und Erfahrungsaustausches zwischen Fachpersonen, welche in den schweizerischen Bibliotheken und Sammlungen für die historischen Buchbestände Verantwortung tragen. Aus der gemeinsamen Interessenlage erwächst jedoch die Einsicht in die Notwendigkeit, «im Verbund» für die Erhaltung des gedruckten Kulturerbes als unabdingbare Voraussetzung für den Zugang heute und in Zukunft zu sorgen. Dazu leisten wir mit dieser Empfehlung einen Beitrag.

Das Ziel der Empfehlung «*Gedrucktes Kulturerbe im Leihverkehr*» ist es, den Umgang mit den verletzlichen Dokumenten zu vereinheitlichen und damit den Zugang für alle BenutzerInnen berechenbar zu machen. Aus diesem Grund wünschen wir uns natürlich eine möglichst allgemeine Anwendung. Darüber hinaus möchten wir einen intensiven Dialog über alle Aspekte des Umgangs mit dem gedruckten Kulturerbe in Schweizer Bibliotheken und Sammlungen in Gang setzen.

contact:
Peter Kamber
Vorsitzender Arbeitsgruppe
Alte Drucke BBS
Zentral- und Hochschulbibliothek
Luzern
Sempacherstrasse 10
6002 Luzern
E-Mail: kamber@zhbluzern.ch

Empfehlungen der Arbeitsgruppe Alte Drucke BBS

Der ungehinderte Zugang zum gedruckten Kulturerbe in den Bibliotheken ist ein demokratisches Grundrecht und das Ziel bibliothekarischer Tätigkeit. Voraussetzung für den Zugang heute und in Zukunft ist jedoch die Erhaltung der verletzlichen Dokumente. Die Empfehlungen «*Gedrucktes Kulturerbe im Leihverkehr*» dienen dem Zweck, den nachhaltigen Umgang mit den Dokumenten zu vereinheitlichen und damit den Zugang berechenbar zu machen und dauerhaft zu gewährleisten.

① Buchbestände, welche den Rang von *gedrucktem Kulturerbe* besitzen, sollen in ihrer *ursprünglichen Form* erhalten und *auf Dauer archiviert* werden. Dazu gehören
Drucke bis 1850 (Empfehlung: bis 1900)
darüber hinaus:
- Erstausgaben von bedeutenden wissenschaftlichen oder literarischen Werken
- Unikate und besonders seltene Schriften (inkl. Typoskripte)
- herausgehobene Einzelstücke (z.B. Einblattdrucke, Flugschriften, bibliophile Drucke, Werke mit Originalgrafik, illustrierte Werke, Ansichten- und Tafelwerke, Einbände, Mappen, Karten)

ausserdem Sammlungen, die unter speziellen Gesichtspunkten zustande gekommen sind, z.B.
- besondere Provenienzen: Historische Bibliotheken oder Teile von solchen Privatbibliotheken
- historisch gewachsene thematische Sammlungen
- lokale bzw. regionale Sammlungen
- historische Bestandesstufen einer Bibliothek

② Die Bibliothek macht gegenüber MitarbeiterInnen und BenutzerInnen in geeigneter Form klar, welche ihrer Bestände zum gedruckten Kulturerbe im Sinne von Punkt 1 gehören. Sie bezeichnet die für diese Bestände zuständigen Fachpersonen.

③ Diese Bestände sind nur im Lesesaal der besitzenden Bibliothek unter Aufsicht einzusehen. Ihrer Bedeutung als gedrucktem Kulturerbe ist in der Benutzung Rechnung zu tragen.

④ Diese Bestände sind von der Fernleihe ausgeschlossen. Ausnahmen sind möglich, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind: